



Date d'attribution : 31-10-2016
Contrat n° 35035-165058/001/CY
ROP 061-16
POR@PCO-BCP.gc.ca

Bureau du Conseil privé

Collecte continue de données qualitatives concernant les opinions des Canadiens – Neuvième ronde de groupes de discussions

SOMMAIRE
Octobre 2017

Ipsos, Affaires publiques

1, rue Nicholas, bureau 1400

Ottawa (Ontario) K1N 7B7

Tél. : 613.241.5802

Télec. : 613.248.7981

www.ipsos.ca

« This report is also available in English »



Énoncé de neutralité politique

Par la présente, j'atteste, à titre d'agent supérieur d'Ipsos, que les produits livrables sont entièrement conformes aux exigences de neutralité politique du gouvernement du Canada énoncées dans la Politique de communication du gouvernement du Canada et les Procédures de planification et de passation de marchés de recherche sur l'opinion publique. Plus précisément, les produits livrables ne comprennent pas d'information sur les intentions de vote, les préférences des partis politiques, les positions de l'électorat ou les cotes de rendement d'un parti politique ou de ses chefs.



Mike Colledge
Président
Ipsos, Affaires publiques

1. Résumé

Contextes et objectifs

Le Bureau du Conseil privé (BCP) est la plaque tournante du soutien non partisan de la fonction publique au premier ministre, au Cabinet et à ses structures décisionnelles. Sous la direction du greffier du Conseil privé, le BCP aide le gouvernement à mettre en œuvre sa vision et à réagir efficacement et rapidement aux problèmes auxquels doivent faire face le gouvernement et le pays.

À titre de conseiller du premier ministre, le BCP réunit des avis et des renseignements stratégiques objectifs et de qualité pour appuyer le premier ministre et le Cabinet, y compris de l'information sur les priorités des Canadiens. À cette fin, le Secrétariat des communications et de la consultation du BCP aide le Cabinet du premier ministre à coordonner les communications gouvernementales et à établir les grands thèmes et messages de communication du gouvernement, conformément aux priorités gouvernementales établies par le premier ministre, le Cabinet, les comités du Cabinet et le greffier du Conseil privé. Le Secrétariat travaille également avec les secrétariats des politiques du BCP pour conseiller et appuyer le Cabinet et ses comités.

Pour s'acquitter de son mandat, le BCP a exigé un cycle permanent de collecte de données qualitatives afin de s'assurer qu'il dispose de représentations à jour des opinions des Canadiens sur les enjeux macro-économiques qui intéressent le gouvernement, comme leurs points de vue sur ce qui devrait être les priorités du gouvernement. De plus, la recherche sur l'opinion publique permet au gouvernement du Canada de mieux comprendre les nouvelles tendances et de mesurer le point de vue des Canadiens sur les principaux enjeux nationaux et initiatives stratégiques.

Par un cycle continu de groupes de discussion, le BCP acquiert une solide compréhension des points de vue des Canadiens en ce qui a trait aux enjeux les plus importants auxquels fait face le pays; leur perception de la meilleure façon dont le gouvernement fédéral peut régler ces problèmes; les attentes relatives aux mesures liées aux priorités du gouvernement; et des perspectives sur la façon dont le gouvernement peut communiquer le plus efficacement possible ses efforts pour faire face aux enjeux émergents. Ce type de recherche aide à éclairer l'élaboration de messages, de produits et de tactiques de diffusion pour répondre aux enjeux prioritaires. Elle permet aussi au gouvernement du Canada d'élaborer et de peaufiner des activités de communication pour répondre aux besoins particuliers des Canadiens au moyen de renseignements à jour et faciles à comprendre, en temps opportun, et fondés sur les perceptions actuelles des Canadiens dans les domaines requis.

Cette neuvième vague de recherches qualitatives en cours visait à recueillir les commentaires des Canadiens sur certains enjeux et domaines stratégiques importants pour le gouvernement du Canada. Les enjeux abordés, différents d'un endroit à l'autre, étaient les suivants :

- les mesures du gouvernement du Canada
- les demandeurs d'asile
- les problèmes locaux
- le logement
- les impôts
- les changements climatiques
- les objectifs de développement durable
- les personnes handicapées

Aperçu de la méthode

Cette vague de recherche qualitative comprenait une série de 12 séances de discussion dont les participants étaient des Canadiens âgés de 20 ans et plus, réalisées du 12 au 28 septembre 2017. Les séances ont toutes duré environ deux heures et se sont déroulées en soirée, la première séance dans chaque ville a débuté à 17 h 30 et la deuxième à 19 h 30. Ces séances ont eu lieu aux endroits suivants :

- le 12 septembre – Sherbrooke,
- le 13 septembre – Saint John,
- le 20 septembre – Regina,
- le 21 septembre – Surrey (Vancouver),
- le 25 septembre – Montréal,
- le 28 septembre – Barrie

Au total, 12 participants ont été recrutés pour chaque séance afin de veiller à ce qu'au moins huit à dix participants y assistent. En tout, 121 personnes ont participé aux discussions. Tous les participants ont reçu une rétribution de 75 \$ pour avoir assisté aux séances des groupes de discussion. Le questionnaire de sélection a permis de s'assurer que les participants constituaient un échantillon représentatif des sous-groupes sélectionnés dans chaque emplacement, avec une bonne diversité quant au sexe, à l'âge, au niveau de scolarité et au revenu, ainsi que la composition du ménage. D'autres détails d'ordre méthodologique, y compris le questionnaire de recrutement détaillé, se trouvent en annexe du présent rapport.

Cette neuvième vague de recherche fait partie d'un projet de recherche qualitative continue qui comprendra un total de 144 groupes de discussion qui se tiendront en plusieurs fois au cours de l'année civile 2017, avec l'option de renouveler le cycle de recherche pour deux autres années. Le montant du contrat pour ce projet de recherche pour l'année civile 2017 est de 916 865,05 \$, TVH comprise.

Principales constatations

Les demandeurs d'asile

Les demandeurs d'asile qui traversent la frontière canado-américaine sont relativement bien connus dans tous les endroits, mais un peu moins dans la ville de Barrie. La plupart pensent que les demandeurs d'asile viennent au Canada parce qu'ils ont peur des répercussions qu'ils pourraient subir en demeurant aux États-Unis. En général, les points de vue sur les demandeurs d'asile peuvent être qualifiés de partagés; certaines personnes se demandent s'ils ont une raison légitime d'entrer au Canada, tandis que d'autres se demandent quelles seront les répercussions financières sur leur collectivité et quelles seront les ressources que le gouvernement fédéral consacra à ces demandeurs et qui pourraient être plutôt utilisées pour aider les Canadiens en difficulté. Il convient toutefois de noter que les participants de Montréal, Sherbrooke et Barrie ont eu des réactions plus positives aux demandeurs d'asile que ceux des autres villes. Plus particulièrement, les mesures prises par le gouvernement fédéral par rapport à cette situation leur procurent des sentiments de fierté et d'appréciation.

Les problèmes locaux

Au cours d'une discussion sur les problèmes locaux à Surrey, les préoccupations liées aux problèmes de santé mentale, à l'itinérance, au coût du logement, à la consommation de drogues et à l'insuffisance des infrastructures de transport ont le plus souvent été soulevées. Lorsqu'on leur a demandé de fournir une liste de questions qui pourraient les préoccuper, les réactions des participants ont été mitigées. Ils n'étaient pas trop préoccupés par les questions de la relation entre le port de Vancouver et les camionneurs, ni par les règles concernant Uber, car les participants ne se sentent pas concernés par ces questions, alors que d'autres, comme les questions des routes et des ponts à péage dans la vallée du bas Fraser, de la criminalité, des opioïdes et du logement sont perçues comme importants et que des améliorations doivent y être apportées.

Le logement

Les questions concernant le logement ont été abordées à Surrey, à Montréal et à Barrie. Lorsqu'on leur a présenté une liste de mots servant à décrire l'accent mis par le gouvernement du Canada sur le logement, les participants avaient des associations positives avec les termes *logement à prix abordable* et *coopérative d'habitation*, les associant respectivement avec logement subventionné et logement à responsabilité partagée. *Logement à prix abordable* et *coopératives d'habitation* étaient également les termes les plus utilisés pour les investissements gouvernementaux. Les termes *logement social* et *logement sans but lucratif* n'étaient pas aussi connus de l'ensemble des participants et certains avaient tendance à leur prêter une connotation négative. Pour réagir à ces termes, les participants utilisaient souvent des mots tels que « pauvre » et « délabré ».

Les impôts

Les participants de Sherbrooke, de Saint John, de Regina, de Montréal et de Barrie ont abordé les sujets des impôts et des changements apportés au régime fiscal canadien. Dans l'ensemble, les participants provenant de tous les endroits ont eu de la difficulté avec les renseignements fournis. Les participants étaient généralement d'accord en principe avec l'idée que le gouvernement devrait combler les lacunes du régime fiscal, qui profite davantage aux Canadiens les plus riches. C'est pourquoi la plupart ont estimé que les changements proposés au système pour aborder ce problème étaient généralement appropriés.

Toutefois, les participants étaient beaucoup moins susceptibles d’être en faveur des changements proposés, si ces changements faisaient en sorte que les propriétaires des petites entreprises, les entreprises familiales et les fermes familiales en subissent les conséquences négatives. Les participants de Saint John et de Regina ont fait remarquer que ces personnes ne faisaient rien d’illégal, mais utilisaient plutôt le système pour subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille.

Les changements climatiques

Les gens de Surrey ont discuté des initiatives environnementales du gouvernement du Canada. Certains étaient au courant de la tarification du carbone la voyaient d’un œil favorable, sans toutefois être certains du plan et de la stratégie présentés par le gouvernement fédéral. Les utilisations les plus appréciées des fonds recueillis étaient le soutien à la transition vers les énergies de remplacement, les remises directes et le financement des soins de santé. Les participants, sans y être invités, étaient préoccupés par des questions environnementales, comme le déversement illégal d’ordures, les usines d’embouteillage d’eau, les émissions des entreprises et le braconnage du poisson, de la mer et de la vie marine, entre autres. La qualité de l’eau est la question qui préoccupe le plus les participants parmi celles soulevées par l’animateur.

Les objectifs de développement durable

Peu de participants connaissaient les objectifs du développement durable; en fait, beaucoup d’entre eux avaient du mal à comprendre exactement la signification exacte des termes « développement durable ». En outre, il n’y a pas eu de consensus clair quant aux objectifs sur lesquels le gouvernement du Canada devrait se concentrer. Interrogés sur les réalisations que le gouvernement du Canada devrait souligner au sein de la communauté internationale, les participants ont évoqué notre système d’éducation, notre système d’eau potable, nos villes durables et notre système de santé. Afin que les objectifs de développement durable soient davantage connus, les participants estiment que le gouvernement devrait privilégier une stratégie en matière de médias sociaux, de même que des mesures de promotion lors d’événements locaux partout au pays. Les participants ont proposé de nombreux porte-parole canadiens qui pourraient mettre de l’avant les objectifs du Canada en matière de développement durable. Certains préféraient un représentant du gouvernement, tandis que d’autres croyaient que de placer un Canadien ou une Canadienne de renom dans ce rôle serait plus approprié.

Les personnes handicapées

Lorsqu’on leur a présenté une liste de mesures possibles du gouvernement du Canada pour soutenir les personnes handicapées, les solutions comme le *transport et les solutions liées à la mobilité* et *l’amélioration de l’accès à l’emploi pour les personnes handicapées* étaient les choix les plus populaires, car les participants estimaient que de telles solutions contribueraient à améliorer la vie des personnes handicapées.

Remarque sur l’interprétation des constatations

La recherche qualitative est conçue pour révéler une vaste gamme d’opinions et d’interprétations plutôt que pour mesurer le pourcentage de la population cible qui a une opinion donnée. Ces résultats ne

doivent pas être utilisés pour estimer la proportion numérique ou le nombre de personnes dans la population qui ont une opinion particulière parce qu'elles ne sont pas statistiquement prévisibles.

La recherche effectuée par les groupes de discussion sur les priorités du gouvernement vise à fournir une meilleure compréhension des points de vue des participants, ce qui vient souvent compléter les résultats quantitatifs recueillis dans le cadre d'une enquête. Les discussions permettent d'approfondir des questions clés qui ne peuvent être examinées de façon aussi détaillée avec la recherche quantitative. Ce type d'information est essentiel pour le rôle du Bureau du Conseil privé afin qu'il puisse conseiller et appuyer le Cabinet et ses comités.